

RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN TRANSITION



CRDI : Robert Charbonneau

Récemment, le CRDI a examiné pourquoi et comment il avait travaillé, au cours des trois dernières décennies, dans des pays en transition — transition de la dictature à la démocratie, du communisme à l'économie de marché, de la guerre à la paix. L'objectif du CRDI était de mieux comprendre comment il recueille et diffuse l'information destinée à éclairer l'élaboration de la programmation et les prises de décisions. Comment le Centre avait-il été informé de l'imminence d'une transition ? Comment s'était-il renseigné sur la situation ? Comment était-il intervenu ?

Des études de cas ont été préparées sur l'Algérie, la Birmanie, le Cambodge, le Kenya, l'Afrique du Sud, les pays du cône Sud, le Vietnam et la Cisjordanie et Gaza. Ces huit études de cas et le texte d'introduction qui les accompagne montrent que le CRDI est depuis longtemps capable de travailler dans les situations à haut risque que l'on retrouve avant les transitions et dans la phase initiale de celles-ci. Il en ressort également qu'il a joué un rôle distinct dans l'aide à la recherche et à la conception de politiques axées sur le développement et qu'il a su habituellement adapter sa programmation à des contextes mouvants.

VIETNAM

Le Vietnam a entrepris une ambitieuse transition d'un caractère singulier : il a tenté de transformer l'économie du pays par le biais de la libéralisation du marché, sans modifier pour autant sa structure politique centralisée. L'expression *Doi Moi* (en gros, « reconstruction ») a été adoptée en 1986 pour décrire un ensemble de politiques conçues pour favoriser un « socialisme de marché » grâce à d'importantes mesures de libre entreprise, tout en préservant la primauté politique et le pouvoir de gouverner du Parti communiste. La démarche est apparue au départ comme une remarquable ouverture vers l'extérieur pour le Vietnam, si bien que le CRDI a décidé d'examiner s'il lui serait possible de soutenir la recherche pour le développement dans ce nouveau contexte. Un examen attentif des données et la consultation de chercheurs vietnamiens et de représentants du gouvernement ont révélé que le contexte présentait d'indéniables défis, et de remarquables possibilités. Les projets de la première heure, mis de l'avant avec la dynamique collaboration du gouvernement vietnamien, se sont par la suite transformés en relations de recherche permanentes et fructueuses.

Les premières relations officielles entre le CRDI et le milieu de la recherche au Vietnam se sont amorcées dès 1983, lorsqu'un administrateur de programmes du CRDI a été invité à l'Institut central d'information scientifique et technique de Hanoi; en 1988, un administrateur de l'Institut s'est rendu au siège du CRDI, à Ottawa. À ce moment-là, les membres du personnel du CRDI, à tous les échelons, s'intéressaient aux possibilités de former des partenariats de recherche et étaient vivement encouragés dans cette démarche par le président du CRDI et le directeur régional en poste à Singapour. Au

début de 1990, trois membres de la Division des sciences de l'information du CRDI se sont rendus au Vietnam pour participer à des réunions avec des représentants d'institutions de recherche et développement, des décideurs locaux et des planificateurs des politiques. Ils avaient pour objectifs d'observer l'état de la recherche au Vietnam, de déterminer les besoins du pays et de comprendre les priorités du gouvernement vietnamien en matière de développement dans le contexte de la transition ou *Doi Moi*.

D'autres visites ont suivi. Toujours en 1990, des spécialistes du CRDI dans le domaine des sciences de l'agriculture et de l'alimentation et des spécialistes des sciences sociales se sont rendus au Vietnam, et une délégation vietnamienne est venue au Canada; en novembre de la même année, le président du CRDI s'est rendu au Vietnam à l'invitation du président du Comité d'État pour la science et la technologie. Parallèlement, le CRDI recueillait les conseils et les points de vue d'autres bailleurs de fonds (dont des organismes des Nations Unies) déjà présents au Vietnam.

L'information recueillie a révélé à la fois l'existence de promesses et de défis. La recherche se heurtait à d'importants obstacles, et principalement à l'hermétisme des méthodes de gouvernance et de prise de décisions des dirigeants. Des ambiguïtés persistaient également (du moins aux yeux des étrangers) dans les mandats des institutions de recherche du pays et dans les liens entre celles-ci. En outre, tandis que le pays démontrait une excellente capacité de recherche dans le domaine des sciences exactes, la capacité de recherche en sciences sociales semblait quasi inexistante.

Malgré cela, en raison de ses atouts, le Vietnam offrait des possibilités réelles. Il comptait des scientifiques de calibre international dans certaines disciplines. Ses établissements d'enseignement préparaient bien les jeunes universitaires et les jeunes chercheurs. Le pays collaborait avec d'autres bailleurs de fonds, dont plusieurs travaillaient en partenariat avec le CRDI dans d'autres pays. Le gouvernement était ouvertement et concrètement engagé dans une transition économique. Et les membres du gouvernement, y compris des ministres, souhaitaient vivement que le CRDI s'engage dans le développement du Vietnam. Finalement, ce seront les besoins décelés dans le pays et l'ouverture de celui-ci à l'aide à la recherche qui amèneront le CRDI à lancer un programme au Vietnam.

La stratégie du CRDI au Vietnam a comporté trois mesures destinées à atténuer les risques. Premièrement, le financement provenait de plusieurs divisions du Centre (principalement celles des sciences de l'agriculture, des sciences de l'information, des sciences sociales et de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles), et une sorte de « fonds pour le Vietnam » avait été constitué. Cette formule souple permettait de prendre le temps d'évaluer plus en profondeur les besoins et les capacités du pays. Deuxièmement, le CRDI

s'engageait avec des partenaires connus, dont des organismes d'aide gouvernementaux et des organisations des Nations Unies. Le troisième facteur d'atténuation des risques résidait dans le fait que les premiers projets étaient modestes : au cours de la première année, soit en 1991, le CRDI a financé la mise en œuvre de cinq projets d'une valeur totale de 672 580 CAD (quatre projets en sciences de l'agriculture et de l'alimentation et un cinquième en gestion de l'information).

Il est important de mentionner que l'objectif visé dans le cas du Vietnam n'était pas d'appliquer à la transition des formules conçues à l'étranger. La programmation du CRDI (et la politique du gouvernement du Vietnam) visait plutôt à développer la capacité du pays d'exécuter des recherches pouvant avoir une incidence sur les politiques et d'élaborer des politiques fondées sur les constatations de la recherche. Ce processus exigeait un calendrier à long terme et des engagements solides; il supposait également de l'expérimentation au cours des premières étapes, et de solides mécanismes d'encadrement et de formation, afin de stimuler l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs et d'analystes des politiques compétents. Il va sans dire que l'ouverture de plus en plus grande du pays aux échanges commerciaux, aux investissements et au savoir a grandement facilité la tâche.

Malgré des débuts prudents, la programmation du CRDI au Vietnam a rapidement pris de l'ampleur au fil de l'expérience acquise. Ainsi, en 1994, le CRDI a consacré plus de 2 millions CAD à 15 projets au Vietnam. Au cours des années suivantes, la programmation a délaissé l'expérimentation pour aborder des thèmes plus classiques de la recherche au service du développement. De récents projets ont aidé le Vietnam à élaborer une politique de libéralisation des échanges commerciaux et une politique de la concurrence (en partie en vue de son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce). Certains projets ont visé à soutenir la gestion communautaire des forêts et des écosystèmes côtiers; d'autres avaient pour but d'aider les femmes, toujours aux prises avec la pauvreté malgré l'essor économique soutenu du pays; d'autres encore ont aidé les chercheurs vietnamiens à devenir des participants à part entière dans les réseaux de recherche internationaux.

Au fil de l'évolution de la transition au Vietnam, l'objectif général du CRDI est demeuré le même : renforcer la capacité du pays de concevoir et de mettre en œuvre des politiques susceptibles de favoriser un développement sain, équitable et écologiquement durable. Cette démarche a été facilitée par la souplesse du programme et le réseautage systématique avec des partenaires du Vietnam, d'Asie du Sud-Est et d'ailleurs dans le monde. Elle a également été stimulée en permanence par deux atouts inestimables, à savoir la présence de chercheurs vietnamiens des plus motivés, instruits et talentueux et la dynamique collaboration d'un gouvernement désireux d'instaurer une transition.

Cette étude de cas fait partie d'un rapport plus exhaustif préparé par Nancy Smyth et Maggie Gorman, du Groupe des politiques et de la planification du CRDI.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Tél. : 613-236-6163

Télec. : 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca